

*Investissement Canada—Loi*

Je ne suis pas vraiment d'accord avec lui car je pense que les problèmes viennent lorsque l'on renonce à la commercialisation dirigée, du moins c'est l'expérience que nous avons eue au Canada. Je voudrais rappeler au député et à ses collègues que si l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été mis sur pied, c'est parce que le secteur privé avait échoué. Les pêcheurs étaient dans une situation désespérée. Ils ont dû se rassembler et constituer un office. La situation est similaire à celle visée par l'autre projet de loi dont nous parlions l'autre jour, celui qui porte sur la commercialisation du poisson salé. Les collègues du député, dans leur grande quête forcenée du Saint-Graal qu'est l'entreprise privée devraient faire une halte, tout comme mon collègue de Calgary, et se demander pourquoi cet Office a été constitué. C'était en raison des échecs du marché libre. Je suis persuadé que quelqu'un d'aussi sage que le député saura l'admettre.

Nous sommes prêts à adopter le projet de loi. Je voudrais attirer l'attention du député sur mon discours en deuxième lecture, la semaine dernière. Je lui demande de ne pas oublier les remarques que j'ai faites aujourd'hui. Peut-être qu'en comité nous devrions nous assurer que le gouvernement n'adopte pas à la va-vite ses propres projets de loi. Nous essaierons de faire en sorte que les députés ministériels s'entendent entre eux et nous essaierons de faire tout notre possible pour les pêcheurs du nord du Canada.

(La motion est adoptée et le projet de loi, lu pour la 3<sup>e</sup> fois, est adopté.)

\* \* \*

## LA LOI SUR INVESTISSEMENT CANADA

### MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 11 décembre, de la motion de M. Stevens: Que le projet de loi C-15, concernant l'investissement au Canada, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent de l'expansion économique régionale.

**M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon):** Hier, à cinq heures, à la fin de la séance, je m'apprêtais à parler des avantages que représentait l'investissement étranger. Je crois que c'est cette grave question qu'il faudrait étudier. J'ai déclaré, en passant, que le gouvernement devait être influencé par l'esprit des Fêtes lorsqu'il nous a présenté cette mesure. Il s'est dit que le Père Noël allait nous apporter de bien belles choses si nous étions sages. Et qu'il nous apporterait ces belles choses si nous ouvrons tout grandes nos portes aux capitaux étrangers. Or, c'est justement la question qu'il faut se poser: L'investissement étranger sera-t-il avantageux pour nous?

J'ai dit aussi que je doutais que les défenseurs de l'investissement étranger aient jamais pris la peine d'en examiner comme il faut le mécanisme et les conséquences. Cette lacune est particulièrement grave de la part des gouvernements car ils sont en mesure de tirer cette question au clair. Mais on peut toujours l'étudier sur le plan strictement théorique pour en évaluer certaines conséquences. C'est ce que j'entends faire aujourd'hui pendant quelques minutes.

On prétend que notre pays a besoin de capitaux. Ce n'est pas un exercice mental très astreignant d'avancer des totaux exorbitants sur nos besoins de capitaux d'ici 1990. Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Stevens) a lancé des chiffres lui aussi. Mais on nous dit du même souffle que c'est au Canada que les épargnes personnelles sont les plus élevées. Par conséquent, nos besoins de capitaux ne devraient pas être aussi grands que le gouvernement l'a prétendu lorsqu'il nous a présenté cette mesure. En outre, quand on ouvre toutes grandes les portes à l'investissement, que d'importants secteurs de l'économie appartiennent à des sociétés étrangères, comme c'est surtout le cas dans notre secteur secondaire et dans une bonne part de notre secteur primaire, il semble évident qu'à la longue des capitaux sortent du pays puisque les sociétés qui exercent une part aussi grande de l'activité économique appartiennent à des étrangers. Il n'y a aucun gain net.

Si le gouvernement ne s'en rend pas compte, on peut se demander si la politique économique qu'il propose n'est pas à la fois doctrinaire et tout à fait irréfléchie. Quant aux capitaux nécessaires au Canada, les investissements étrangers peuvent constituer un gain à bien court terme. Il y a d'autres secteurs fort importants pour le développement économique du Canada. Quand on parle de capitaux, il s'agit bien souvent de la technologie, de l'importation au Canada de connaissances qui n'y sont pas actuellement disponibles. Quand on songe à une question de ce genre et à ses ramifications, on a encore plus raison d'hésiter à recourir aux capitaux d'investissement comme à une solution facile.

Chose certaine, l'importation de la technologie à la faveur d'investissements étrangers peut être un don incroyablement coûteux à faire à une population. Si la technologie n'était pas disponible, ce ne serait pas la chose la plus facile au monde. Qu'arriverait-il aux scientifiques, aux ingénieurs et autres Canadiens chargés d'adapter la technologie et de l'appliquer? Il faudrait faire des travaux de recherche et de développement au Canada pour combler ces lacunes. Quand nous devons compter sur d'autres pour importer de la technologie au Canada, nous privons de leurs débouchés nos ingénieurs et nos scientifiques. Nous supprimons des possibilités d'emploi. Si, en définitive, le gouvernement recherche l'investissement étranger pour assurer des emplois, nous agissons de façon bien peu clairvoyante en nous en remettant à d'autres.

Si nous songeons aux emplois aux niveaux les plus élevés de l'administration, les néo-démocrates ne sont pas les premiers à s'en soucier, mais pour ce qui est du développement et de l'orientation donnée au Canada, cela est également important. Quand nous comptons sur les investisseurs étrangers pour fournir des capitaux et de la technologie, nous obtiendrons probablement aussi les compétences requises pour assurer la gestion. Il est de la plus haute importance qu'on songe à ce qui va se produire quand la direction et l'orientation des affaires économiques seront assurés par des étrangers et que les Canadiens n'auront aucune chance d'en bénéficier. Quelques Canadiens compétents ou très chanceux peuvent gravir les échelons sur la scène internationale et être perdus à tout jamais pour le Canada. Alors qu'en fait les cadres compétents du pays devraient avoir la possibilité de travailler ici sur une grande échelle, nous les perdons, à cause de l'investissement étranger.